

**Syrie - Conseil de sécurité des  
Nations unies - Veto de la Russie -  
Explication de vote du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies**

(New York, 12 avril 2017)

Madame la Présidente,

La France est atterrée par le résultat de ce vote. Nous regrettons profondément cette incapacité, du fait d'un nouveau veto russe, à nous accorder sur un texte simple et équilibré, pour condamner et chercher à faire la lumière sur ce qu'il s'est passé à Khan Cheikhoun. Nous avons pourtant pris soin d'engager de bonne foi des discussions sur ce projet. Nous échouons, une fois de plus, à être à la hauteur des responsabilités que nous avons nous-mêmes édictées, et des valeurs fondamentales que nous sommes censés porter et faire respecter. Près de quatre ans après le massacre de la Ghouta en août 2013, quelle terrible régression pour ce conseil.

Madame la Présidente,

L'attaque de Khan Cheikhoun apparaît comme l'ultime exemple de la duplicité abjecte d'un régime jusqu'au-boutiste. Une fois encore, tout pointe en effet vers la responsabilité évidente du régime de Damas. Par cette attaque, le régime syrien a franchi un nouveau seuil dans l'horreur, au mépris des normes les plus fondamentales et des principes les plus élémentaires d'humanité, qu'il n'a, nous le savons, jamais cessé de bafouer.

La France l'a toujours dit, non pas par idéologie mais parce que c'est l'évidence : le Moyen-Orient ne connaîtra pas la paix et la sécurité tant que sera maintenu au pouvoir un régime qui se rend coupable de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité, pour assurer son maintien au pouvoir ; un régime qui massacre sa population en prétextant la lutte contre le terrorisme, tout en continuant à souffler sur les braises de Daech.

À la suite de l'attaque du 4 avril, une installation militaire du régime syrien utilisée pour des bombardements chimiques a été détruite par des frappes américaines. Cette opération américaine a constitué une réponse légitime face à un crime de masse qui ne pouvait rester impuni. Bachar al-Assad, nous l'avons dit et répété, porte l'entière responsabilité de ce développement.

Madame la Présidente,

Le blocage le 28 février par la Russie du projet de résolution destiné à sanctionner les

responsables des attaques chimiques commises depuis plusieurs années avait déjà constitué un dangereux signal d'impunité. Le massacre de Khan Cheikhoun aurait dû renvoyer chacun à ses responsabilités. Pour ceux qui se disent attachés au régime de non-prolifération, à la lutte contre l'impunité, comment peut-on nier l'évidence ? Comment peut-on éluder, de manière répétée, systématique, l'emploi barbare d'armes de destruction massive contre des innocents ? Rien ne peut justifier de fermer les yeux sur de telles atrocités, de différer et détourner les responsabilités, et d'asséner des contre-vérités à la face du monde.

Madame la Présidente,

La France ne se résignera pas au constat d'impuissance qu'on veut nous imposer. Nous apportons notre plein soutien à la poursuite des activités des mécanismes de l'ONU et de l'OIAC, y compris pour faire la lumière sur les circonstances de cette attaque. L'équipe de l'OIAC chargée de l'enquête sur la déclaration initiale syrienne doit également recevoir tout notre soutien. Notre objectif reste plus que jamais le démantèlement du programme chimique syrien.

La France ne se résoudra pas à l'impunité des responsables des atrocités commises en Syrie. Nous poursuivrons ces efforts pour que tôt ou tard ces responsables répondent de leurs crimes. La France s'emploiera aussi à renforcer le régime de non-prolifération, vitale pour notre sécurité collective, que ce conseil a jusqu'ici toujours veillé à sanctuariser.

C'est précisément ce type de situation que vise l'initiative engagée par la France, aux côtés du Mexique, sur la limitation de l'usage du veto en cas d'atrocités de masse, et qui se trouve, on le voit bien, au coeur de l'actualité et de nos préoccupations.

Madame la Présidente,

Cette tragédie nous rappelle enfin que seule une véritable transition politique permettra de garantir la paix et la sécurité du peuple syrien, et le retour à la stabilité du Moyen-Orient. Nous ne pouvons plus attendre, et permettre que d'autres crimes viennent s'ajouter à la liste des exactions commises par le régime syrien - sur lequel plus personne, pas même ses plus proches soutiens, n'a de prise aujourd'hui.

Madame la Présidente,

Nous n'avons pas le droit de baisser les bras. Nous le devons aux victimes de l'horreur chimique et plus largement à toutes les victimes de la tragédie syrienne. Dans ce contexte, et malgré le nouveau blocage d'aujourd'hui, la France appelle solennellement les membres du conseil de sécurité à se rassembler, par-delà les divisions politiques, par-delà les intérêts nationaux, pour rétablir la prohibition complète de l'usage d'armes chimiques et pour soutenir la mise en oeuvre urgente d'une transition politique, conforme à la résolution 2254 et au communiqué de Genève. Sachons-nous montrer à la hauteur de nos responsabilités devant l'Histoire.

Je vous remercie./.